

Des médecins israéliens au chevet des victimes palestiniennes

Partage international n° 183 - Novembre 2003

Chaque samedi, un cortège de jeeps, véritable clinique mobile où s'entasse une petite équipe médicale de volontaires israéliens, s'aventure sur la rive occidentale du Jourdain pour soigner un patient particulier souffrant de la guerre et de fractures politiques multiples : le système sanitaire palestinien. Ils font partie d'une association basée à Tel-Aviv, les Médecins pour les droits de l'homme (MDH), qui lutte pour donner aux Palestiniens les mêmes facilités médicales qu'aux Israéliens, alors que ces derniers ont, en quelque sorte, droit de vie et de mort sur les habitants des Territoires occupés.

« A Jenin, en avril de l'année dernière, des soldats israéliens m'ont tiré quatre fois dessus. J'ai reçu 19 éclats d'obus dans le corps, j'aurais besoin de soins et peut-être même d'une opération. Mais il m'est impossible de me rendre dans un hôpital de la rive occidentale à cause des barrages et des bouclages israéliens », raconte Hussein, caméraman de télévision. Il fait partie des centaines de patients qui ont fait la queue dans le village cisjordanien de Kufr Rai pour se faire examiner par l'équipe du MDH - faute de pouvoir se rendre dans « des hôpitaux dignes de ce nom dont les plus proches se trouvent à Naplouse », relève Miri Weingarten, coordinatrice des interventions en Territoires occupés. Ceci du fait du bouclage des villes et villages et du couvre-feu qu'impose le gouvernement israélien pour tenter d'écraser les soulèvements quasi permanents depuis septembre 2000, et d'empêcher les attentats, suicides et autres, qui frappent son pays. Une politique qui a, en fait, eu l'effet inverse, car elle a intensifié la violence et fait des milliers de morts (au moins 2 175 Palestiniens et 750 Israéliens) depuis le début de la seconde Intifada.

Soigner les maladies de la politique

Si Israël souffre de cette situation explosive, la première victime, pour le MDH ainsi que d'autres organisations, en est la société palestinienne ; elle a été si dangereusement blessée que la plupart de ses

secteurs, allant de l'économie à la santé, sont pratiquement inopérants. « *Le niveau sanitaire de la population des Territoires occupés s'est considérablement détérioré*, constate la Banque mondiale en mars 2003, dans une étude consacrée aux effets des bouclages. *Les services de santé, plombés par un environnement politique effroyable et un déclin de leurs ressources, ne peuvent faire face à l'augmentation des cas de diarrhée et de maladies parasitaires.* »

Parti de Tel-Aviv, le convoi est hélé aux mêmes points de contrôle qui disloquent de plus en plus la vie des Palestiniens ; d'abord à un « checkpoint volant », par un groupe de soldats à l'évidence médusés de voir des médecins israéliens en route pour la Rive Ouest. Puis à un second, fixe cette fois, pour négocier leur entrée dans les Territoires. Poliment, mais tout aussi étonnés que les premiers, des militaires saluent le convoi qui longe d'énormes blocs de béton et une file de Palestiniens qui attendent de faire vérifier leurs papiers.

Sitôt le barrage franchi, l'asphalte se transforme en piste à la limite du praticable. Cahin-caha, ils arrivent enfin au village de Kufr Rai, dont les centaines d'habitants les accueillent en héros. Des petits garçons leur tirent la veste et leur souhaitent « *shalom* ». Les docteurs sourient et répondent en arabe.

L'équipe entre ensuite dans un bâtiment scolaire de trois étages, pour un échange de brèves allocutions autour de tasses de café. Le maire lit un texte en anglais, souhaitant notamment « *soigner les maladies de la politique qui divisent la nation* ». Puis les consultations commencent et accueillent tous les patients, auxquels les autorités locales ont distribué des numéros d'appel. Des femmes vêtues de leurs meilleurs habits et de foulards attendent leur tour dans la cour sur de petites chaises de classe.

Médecins pour les droits de l'homme

Certains consultants viennent pour la première fois ; d'autres pour un suivi médical ou subir des soins post-opératoires. Tout a été organisé dans le détail pour tirer le maximum de cette clinique mobile, où opère un personnel aux compétences les plus variées : des généralistes, un cardiologue, un

neurochirurgien, une orthophoniste, un spécialiste de médecine interne, un pharmacien disposant d'une bonne réserve de médicaments, des infirmières (dont une de 82 ans), ainsi que le représentant local de l'association, le docteur Salah. Les prescriptions sont transmises par la fenêtre d'une salle de classe à une équipe de volontaires des deux peuples, qui fournissent rapidement les médicaments.

C'est la première fois qu'Ariella Nach-many, l'orthophoniste, participe à ce genre d'opération. Elle est venue examiner un enfant au palais fendu. « *Ce n'est rien de sérieux, dit-elle, ou plutôt ce ne le serait pas dans une société normale avec un système de santé normal. Mais dans une telle situation.* » Une situation qui, selon le MDH, a conduit à la paralysie des services publics et rendu l'ensemble de la société, et particulièrement son système sanitaire, complètement dépendant de l'assistance financière et technique étrangère. Le système de santé palestinien n'est tout simplement pas en mesure de remplir les tâches de routine et encore moins de travailler à améliorer son efficacité à moyen et long termes. Il ne peut plus que gérer la crise. « *En effet, déplore Miri Weingarten, ce système de santé s'est à un tel point dégradé ces dix dernières années qu'il n'y a plus un seul service hospitalier, que ce soit en Cisjordanie ou dans la bande de Gaza, qui soit en mesure de prendre en charge un enfant cancéreux. Alors qu'auparavant, il y en avait deux.* »

« *Nombre de Palestiniens, poursuit-elle, ne peuvent se faire soigner que dans les hôpitaux israéliens, mais il leur faut pour cela une autorisation spéciale et, même quand ils l'obtiennent, ils sont souvent refusés à leur arrivée. [...] Ce qu'il faudrait avant tout, c'est la liberté de circulation. Et il n'y en a aucune.* »

Ces visites du samedi ne constituent que l'une des activités du MDH. Cette association dépose souvent des requêtes devant la Cour suprême, chaque fois qu'elle constate ce qu'elle considère comme une violation à la fois du droit israélien et de la législation internationale sur les droits de l'homme. Elle a ainsi essayé d'obtenir de cette institution qu'elle oblige le gouvernement hébreu à doter les Palestiniens des mêmes masques à gaz que ceux qu'il avait distribués à sa population lors de la guerre en Irak. En vain.

Car, pour Miri Weingarten, « *le système judiciaire israélien est de plus en plus réticent à s'opposer à l'Etat.* »

Le MDH visite aussi les prisons, s'efforce de protéger les médecins que l'on oblige à examiner les prisonniers palestiniens menottés et enchaînés, et dénonce les tortures et les mauvais traitements. Cette association travaille également à obtenir pour les Bédouins, qui vivent dans la partie israélienne du Néguev, le même service sanitaire que celui dont jouissent les Israéliens, et a créé des centres de soins pour les travailleurs immigrés et leurs enfants - dont la situation illégale ou en attente de régularisation les prive de tout droit à bénéficier du système sanitaire.

Vers deux heures de l'après-midi, la place commence à se vider de ses patients et, pendant que les médecins se livrent à une courte séance de paperasserie, on allume les barbecues. Le village a organisé une petite fête pour ses visiteurs, leur offrant de succulents *kebabs*, des salades et des boissons. Une heure plus tard, rafraîchis et fêtés, il est temps pour eux de partir ; ils remontent dans leurs jeeps et s'appêtent à passer en sens inverse les mêmes *checkpoints* qu'à l'aller.

Les responsables locaux retirent des murs les cartons fixés au scotch et sur lesquels étaient inscrites au crayon feutre un certain nombre de formules, comme « *Les droits de l'homme sont des droits sacrés qu'il faut respecter. Tout homme a le droit de vivre dans la liberté et la dignité.* » Et, en grands caractères sur le principal mur de l'école : « *Faciliter le travail médical est un devoir national.* »

Une équipe composée de vingt Israéliens et d'un Palestinien avait examiné et soigné 480 personnes en quatre heures.

Palestine

Sources : Oxfam, Grande-Bretagne

Thématiques : [Sciences et santé](#), [Société](#), [politique](#)

Rubrique : [Divers](#) ()